

Cotte, Bruno (France)

Candidat français à l'élection des membres de la Commission consultative pour l'examen des candidatures aux fonctions de juge de la Cour pénale internationale.

Curriculum vitae

Né le 10 juin 1945 à (69002) Lyon, France
Marié. Trois enfants et sept petits-enfants.

Diplômes, formation

1966 Admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature (« L'ENM »).

(1967-1969 : scolarité à l'ENM :

1 ère année : Bordeaux - 2 ème année : Lyon - 3 ème année : Paris)

1968 Diplôme d'études supérieures de droit privé. Université de Lyon

1962-1966 licence et maîtrise de droit public. Université de Lyon

1955-1962 études secondaires à Lyon. Baccalauréat : philosophie.

Institut de France

Elu le 10 décembre 2010 membre de l'Académie des sciences morales et politiques. (Section « Droit; Législation et Jurisprudence»).

Carrière judiciaire et expérience professionnelle

2015 - 2018 : membre de la « Commission consultative pour l'examen des candidatures aux fonctions de juge de la Cour pénale internationale ».

1er juin 2008 - 1er juin 2014

- Juge à la Cour pénale internationale de La Haye (Pays-Bas). Elu juge, au premier tour de scrutin, le 30 novembre 2007
- Président de la chambre de première instance II (conduite et présidence de l'affaire « Le Procureur contre Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo »).

Mars - Avril - Mai 2007 : Premier Président par *interim* de la Cour de cassation de France

Juin 2000 - Mai 2008 : Président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation de France.

Octobre 1995 - Juin 2000 : Avocat Général à la Cour de cassation de France. (Chambre criminelle).

Septembre 1990 - Octobre 1995 : Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Paris.

Mai - Septembre 1990 : Procureur Général près la Cour d' Appel de Versailles.

Février 1984 - Mai 1990 : Directeur des affaires criminelles et des grâces au Ministère de la justice.

Mai 1983 - Février 1984 : Sous-Directeur de la Justice criminelle à la Direction des affaires criminelles et des grâces du Ministère de la Justice.

Octobre 1981 - Mai 1983 : Chargé de mission auprès du Procureur Général près la Cour d' Appel de Paris, faisant fonction de Secrétaire Général du parquet général de la cour d'appel.

Octobre 1980 - Octobre 1981 : Chargé de mission auprès du premier Président de la Cour de cassation de France.

Septembre 1975 - Octobre 1980 : Chef du Bureau de l'Action Publique (délinquance économique, financière et sociale) à la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice.

Septembre 1973 - Septembre 1975 : Substitut du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Lyon (section de la délinquance économique et financière).

Janvier 1970 - Septembre 1973 : Magistrat à l'Administration centrale du Ministère de la Justice. Chef de cabinet du Directeur des affaires criminelles et des grâces.

Distinctions

Commandeur de la Légion d'Honneur, 14 juin 2005.

Depuis décembre 2017 : membre du Conseil de l'Ordre de la Légion d'Honneur.

Commandeur de l'Ordre National du Mérite, 14 juin 2001.

Activités en lien avec la justice pénale internationale

2015 : élu membre de la Commission consultative pour l'examen des candidatures aux fonctions de juge de la Cour pénale internationale.

2016 : A la demande de la présidente du Tribunal spécial pour le Liban : mission d'expertise sur le fonctionnement du TSL.

2014 - 2018 : membre du Groupe de La Haye, groupe international informel de réflexion sur le fonctionnement de la justice pénale international.

2017 - 2018 : corédacteur de la « Déclaration de Paris » sur le renforcement de l'efficacité de la justice pénale internationale (en lien avec les présidentes de la CPI, du TSL, des Chambres détachées du Kosovo et le président du TPIY).

Depuis 2014

Nombreux cours et conférences sur la Justice pénale internationale et la Cour pénale internationale, notamment à l'Institut de France, l'Institut des Hautes Etudes de la défense nationale, l'Ecole nationale de la magistrature, l'Institut d'Etudes politiques de Paris, les facultés de droit de Paris-Nanterre, Rennes, Lille, Poitiers etc..., l'Ecole des officiers du Royaume du Maroc (Rabat).

Membre de trois jurys de thèse portant sur des questions liés au droit pénal international : facultés de Nanterre (2) et Lyon (1).

Membre du comité scientifique du diplôme de droit pénal international de l'université de Paris – Nanterre.

Participation à de nombreux colloques, tables rondes et rencontres : Paris I (Panthéon – Sorbonne), ministère des affaires étrangères français etc. sur le thème de la justice pénale internationale.

Rédaction de nombreux articles et contributions sur la justice pénale internationale, notamment sur « l'Office du juge » in « Encyclopédie de la justice pénale internationale » sous la direction de M Olivier Beauvallet, sur « Un juge français à la Cour pénale internationale » dans le *Liber amicorum* dédié au professeur Robert Badinter etc....

Membre de

Comité scientifique de l'Institut des Hautes Etudes sur la Justice (Paris).

La Société française de droit comparé.

Du Cercle des Constitutionnalistes.

L'Association « Paris - Aide aux Victimes ».

Ancien membre du Conseil d'administration de l'École Nationale Supérieure de Police (France).

Commissions

Octobre 2017 – janvier 2018 : co-responsable d'une réflexion sur « Le sens de la peine » à la demande Mme Nicole Belloubet, Garde des Sceaux ministre de la justice (France).

31 mars 2014 – 15 décembre 2015) : Président de la Commission de « *refonte du droit des peines* » à la demande de Mme Christiane Taubira, Garde des Sceaux Ministre de la justice (France).

Antérieurement à 2014

Membre de nombreuses commissions parmi lesquelles on peut citer :

- La Commission de révision du code de procédure pénale (présidence : Professeur Georges Léauté).
- La Commission de révision du Code Pénal (présidence : Robert Badinter, Garde des Sceaux, ministre de la justice).
- La Commission « Justice Pénale et droits de l'Homme » (présidence : Professeur Mireille Delmas-Marty)
- La Commission sur la répression des délits non intentionnels (présidence : Jean Massot, président de la Section des Finances du Conseil d'Etat)

Publications

Notamment:

Juillet 2015 : « Etre directeur des affaires criminelles et des grâces en France lors des attentats terroristes des années 1980 ». Colloque du bicentenaire de la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère français de la justice ».

2011 : « L'article 64 du Statut de Rome sur les fonctions et les pouvoirs de la Chambre de première instance » en collaboration avec Mme Marianne Saracco.

Ouvrage collectif : « Commentaire du Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale » piloté par le Centre Thucydide dirigé par les Professeurs Serge Sur et Emmanuel Decaux.

2010 : « La manifestation de la vérité en droit pénal international » en collaboration avec Julien Seroussi. Archives de philosophie du droit.

2007 : « La place du droit européen dans la répression des infractions Douanières » en collaboration avec Christophe Soulard. Mélanges en l'honneur de Jacques Boré. « La création du droit jurisprudentiel »

2006 : « Ultimes et brèves réflexions sur le rôle de la Chambre criminelle de la Cour de cassation ». Ouvrage collectif « De la Justice dans l'affaire Dreyfus » Fayard 2006.

2006 : « Les délits non intentionnels. La loi Fauchon : 5 ans après » Communication faite au sénat le 1er mars 2006.

2006 : « Que reste-t-il du code de procédure pénale » Cycle de conférences organisées à la Cour de cassation de France sur « La procédure pénale en quête de cohérence ».

2001 : « Le choix de la peine » Ouvrage collectif « De Saleilles à aujourd'hui ». Erès, 2001.

2000 : « Quelques réflexions sur la dignité du Juge » Colloque sur « La protection de la dignité et les réponses du droit ». Université Saint Esprit de Kaslik. Liban, 14 avril 2000.

1997: « La délinquance d'affaires » Rencontre-Débat à la faculté de droit de Paris – Nanterre avec Mme le professeur Marie-Paule Lucas de Leyssac et M Pierre Lascoumes, directeur de recherches au CNRS.

1997 : « Le rôle de la Prokuratura dans la défense des droits des citoyens contre les décisions illégales de l'administration ». Ouvrage collectif sur « La Prokuratura dans un Etat gouverné par la règle de droit ». Editions du Conseil de l'Europe. Avril 1998.

- 1996 : « Sanction et Thérapeutique » Communication au XXI ème congrès de l'Association française de criminologie sur « Sante et Système pénitentiaire ». Dijon.

- 1988 : « Sanctions pénales. Alternatives pour la peine privative de liberté ». Ouvrage collectif : « Criminel law in action ». Kluwer Law and taxation Publishers. Deventer/ Netherlands.